Amnesty International réclame une protection sociale universelle

Partage international n° 418 – Juin 2023

par Jake Johnson

Face à l'augmentation de la pauvreté et de la faim dans le monde et à l'imbrication des crises de la guerre, des urgences de santé publique et du changement climatique, Amnesty International a lancé le 10 mai un appel urgent aux gouvernements du monde entier pour qu'ils mettent en place des protections sociales universelles afin que tous ceux qui en ont besoin puissent bénéficier de soins de santé, de services de garde d'enfants, de pensions, d'allocations d'invalidité et d'autres avantages sociaux.

Notant que de nombreux soulèvements populaires et manifestations de masse à travers le monde ces dernières années ont été alimentés par des préoccupations économiques et sociales, Amnesty a déploré que les gouvernements se soient tournés vers *« la répression et l'usage inutile et excessif de la force »* contre les manifestants en difficulté, au lieu de répondre à leurs principales préoccupations, telles que les prix élevés des denrées alimentaires et les salaires dérisoires.



Photo : Shannon Badiee , CC BY-SA 2.0 , via Wikimedia Commons
Plus de quatre milliards de personnes – soit environ 55 % de la population mondiale – n'ont pas accès à la protection sociale la plus élémentaire.

« L'insécurité économique à l'origine de nombreuses manifestations s'explique par le fait que la grande majorité des gens ne jouissent tout simplement pas de leur droit à la sécurité sociale, concrétisé par la mise en œuvre de mesures de protection sociale, d'une manière qui les protégerait des crises et de la précarité et les aiderait à se rétablir », indique un nouveau rapport d'Amnesty intitulé *Hausse des prix, montée de la contestation – Argumentaire en faveur d'une protection sociale universelle*.

Amnesty estime que plus de la moitié de la population mondiale n'est couverte par aucune mesure de protection sociale autre que les soins de santé, et que cette proportion atteint plus de 80 % en Afrique.

« Il est choquant que plus de quatre milliards de personnes, soit environ 55 % de la population mondiale, n'aient pas accès à la protection sociale la plus élémentaire, alors que le droit à la sécurité sociale est inscrit depuis 1948 dans la Déclaration universelle des droits de l'homme », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.

Dans son rapport, Amnesty demande à tous les gouvernements *« d'investir dans des mesures de protection sociale qui garantissent le droit à la sécurité sociale, en veillant à ce que chacun ait accès à : des niveaux adéquats de soins de santé, de soins et d'allocations parentales, d'allocations familiales, un filet de sécurité pour garantir un revenu de base pour les personnes en âge d'être actives qui ne sont pas en mesure de gagner un revenu suffisant, en cas de maladie, de chômage et d'invalidité, et la sécurité d'une pension de base pour les personnes âgées. »*

De manière plus générale, le rapport du groupe humanitaire encourage les pays à s'éloigner des approches politiques basées sur les moyens en faveur d'une *« protection sociale universelle »* qui couvre tout le monde, quel que soit le revenu.

« Protéger les personnes contre les pertes dues aux chocs causés par des catastrophes ou des revers économiques, serait un facteur de transformation, tant pour la société que pour l'État qui fournit le soutien, en réduisant les tensions sociales et les

conflits et en favorisant le rétablissement, a déclaré A. Callamard. *Cela permet aux enfants de poursuivre leurs études, améliore les soins de santé, réduit la pauvreté et les inégalités de revenus et, en fin de compte, profite à la société sur le plan économique. »*

Pour aider les pays à mettre en place des systèmes de protection universels, Amnesty a exprimé son soutien à un fonds mondial qui « *offrirait aux États un soutien technique et financier pour offrir une sécurité sociale* » – une idée qui a été approuvée par le secrétaire général des Nations unies et l'Organisation internationale du travail : *« Bien que les détails de la création et de la mise en œuvre d'un tel fonds devront faire l'objet d'un accord, la situation actuelle déclenchée par la pandémie, la crise climatique et les retombées de l'invasion de l'Ukraine a clairement montré qu'il y a un besoin urgent d'un mécanisme mondial qui facilitera une couverture complète de la protection sociale contre les chocs actuels et futurs.*

En plus d'investissements solides dans les protections sociales, Amnesty demande aux créanciers internationaux de « rééchelonner ou d'annuler les dettes » afin de permettre aux pays de privilégier les investissements dans les soins de santé, les programmes alimentaires et d'autres priorités par rapport aux coûteux remboursements de la dette. En outre, Amnesty a exhorté les gouvernements à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour réprimer l'évasion fiscale des riches et mettre en œuvre des réformes fiscales progressives, dont les recettes pourraient être utilisées pour financer des programmes sociaux. »

« Nous ne pouvons pas continuer à détourner le regard alors que les inégalités s'accroissent et que ceux qui luttent sont laissés pour compte, a déclaré A. Callamard. *La fraude fiscale et l'évasion fiscale agressive pratiquée par les particuliers et les entreprises privent les États, et en particulier les pays à faible revenu, des ressources dont ils ont besoin. »*

Le rapport d'Amnesty est publié alors que les organisations humanitaires et les experts continuent d'évaluer les conséquences de la pandémie mondiale de coronavirus, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de l'aggravation de la situation d'urgence climatique sur les populations les plus vulnérables de la planète.

Selon un rapport publié au début du mois par le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, près de 260 millions de personnes dans 58 pays souffrent actuellement de faim aiguë, soit 65 millions de plus que l'année dernière.

« L'augmentation de la faim dans le monde pour la cinquième année consécutive dans un monde d'abondance salit l'humanité, a déclaré Emily Farr, responsable de la sécurité alimentaire et économique mondiale à Oxfam International, en réponse au rapport.

« Nous avons besoin d'un changement urgent et fondamental dans notre système humanitaire si nous voulons freiner l'accélération de la crise de la faim, a-t-elle déclaré. *Des fonds doivent être utilisés pour équiper les pays pauvres afin qu'ils puissent se préparer et faire face aux chocs économiques et climatiques récurrents avant qu'ils ne se produisent, et les riches donateurs doivent immédiatement injecter de l'argent pour répondre à l'appel de l'Onu. Mais un financement uniquement dans l'urgence ne fera que retarder temporairement le problème. Nous devons faire plus pour résoudre les conflits, les inégalités et le changement climatique. Les belligérants doivent baisser les armes. Les pays riches et pollueurs doivent réduire leurs émissions. Les gouvernements doivent taxer les riches et les pollueurs afin de libérer des fonds pour la protection sociale et l'atténuation des effets du changement climatique, afin d'aider les populations vulnérables à faire face aux chocs. »*

Date des faits : 10 mai 2023 **Auteur** : Jake Johnson, journaliste à Common Dreams.
Sources : Commondreams.org
Thématiques : Société
Rubrique : Point de vue